



Compte rendu

Deuxième audience publique du Bureau du Procureur

États intéressés

New York, 17 octobre 2006

Luis Moreno-Ocampo, Procureur¹

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de votre présence cet après-midi. Je remercie particulièrement les Amis de la Cour d'avoir organisé cette réunion. Nous sommes heureux d'être ici à New York pour présenter aux États parties notre rapport relatif aux trois dernières années du Bureau du Procureur, de même que notre stratégie en matière de poursuites pour les trois prochaines années. Cette stratégie en matière de poursuites s'inscrit dans le cadre du plan stratégique de la Cour.

Nous engageons aujourd'hui un dialogue avec les représentants des États à New York. Nous consulterons également la société civile. Nous nous proposons de suivre la même formule que celle mise en place lors de la première audience publique qui s'est tenue peu après ma prise de fonction en juin 2003. Nous présenterons un résumé succinct des documents, après quoi nous accueillerons vos remarques.

À la fin du mois d'octobre, nous réviserons nos documents à la lumière des observations qui nous auront été communiquées. Vous recevrez une version modifiée de ces documents afin de faciliter vos débats à l'Assemblée des États parties.

Par cette démarche, nous aspirons à répondre aux attentes, sans mettre en cause l'indépendance du Bureau du Procureur.

¹ Presentation delivered in English. This is a translation provided by the ICC/OTP of the original English.

Rapport relatifs aux trois premières années d'activité

Ce rapport expose les activités déployées au cours des trois premières années d'existence du Bureau du Procureur, les défis qu'il a fallu relever et les raisons sur lesquelles se sont fondées les décisions et les stratégies du Bureau.

Au cours de ces trois années, le Bureau du Procureur s'est concentré sur les activités de sélection, d'enquête et de poursuites de ses affaires.

Le premier défi auquel le Bureau s'est heurté était de savoir comment ouvrir les affaires de la CPI.

Nous avons dû dissiper les craintes que la Cour ne soit saisie d'aucune affaire ou que le Bureau engage des poursuites dénuées de tout fondement.

Deux aspects différents doivent être pris en considération :

- premièrement, comment **choisir les situations** qui feront l'objet d'enquêtes,
- deuxièmement, quelle méthode utiliser pour **exercer** la compétence de la Cour.

Lors de la sélection des situations et des affaires, le Bureau du Procureur est tenu de prendre en considération le critère de *gravité* tel qu'il est stipulé dans le Statut de Rome. Les situations en République démocratique du Congo et dans le nord de l'Ouganda constituaient les situations les plus graves recevables relevant de la compétence de la Cour et la situation au Darfour (Soudan) répondait également de manière manifeste au critère de gravité. Le Bureau du Procureur comprend les inquiétudes à propos d'une concentration géographique, mais l'équilibre régional ne figure pas parmi les critères de sélection d'une situation dans le Statut.

Pour ce qui est du déclenchement des affaires, même si le pouvoir d'ouvrir une enquête de sa propre initiative (*proprio motu*) est un aspect essentiel de l'indépendance du Bureau, nous avons adopté une politique consistant à encourager les renvois volontaires de la part des États afin d'augmenter les chances d'une coopération et d'un appui importants sur le terrain.

Le **deuxième défi** auquel le Bureau a été confronté consistait à déterminer la façon de mener des enquêtes dans des environnements en proie à une violence constante, où le fait même de se rendre dans les régions en question pouvait s'avérer impossible, ou encore, là où toutes les institutions en état de fonctionner avaient disparu. Le Bureau a dû apprendre à se mettre en contact avec des témoins éventuels sans les exposer, à identifier des sites sûrs pour prendre les dépositions, à mettre sur pied des déplacements discrets pour les enquêteurs et les témoins. En outre, le Bureau a dû communiquer de manière efficace avec les témoins dans différentes langues dont certaines ne disposent pas de la terminologie juridique nécessaire aux dépositions. Au nord de l'Ouganda, il y a quatre langues locales (acholi, lango, ateso et kumam), trois dans le district de l'Ituri en RDC (lendu, lingala et variante régionale du swahili), et quatre au Darfour (fur, zaghawa, massalit et variante régional de l'arabe). Comme il n'existe que peu de traducteurs professionnels qualifiés, trouver des personnes ayant les compétences et l'expérience appropriées nécessite de déployer des efforts exceptionnels. Les conditions sur le terrain pour les enquêteurs sont généralement très difficiles.

Deux **mesures pour relever** les défis représentés par ces difficultés exceptionnelles en matière de logistique ont été adoptées au travers d'une **réduction de la durée et de la portée** de l'enquête.

À cet égard, le Bureau du Procureur a adopté une politique consistant à concentrer ses efforts sur les **crimes les plus graves** et sur les personnes qui en portent la **responsabilité la plus lourde**.

L'identification des personnes portant la responsabilité la plus lourde pour ces crimes dépend des éléments de preuve qui apparaissent dans le cadre de l'enquête. Le Bureau a, du reste, décidé d'aborder la sélection des affaires d'une façon « ordonnée », ce qui signifie que les affaires relevant d'une situation sont choisies en fonction de leur gravité.

Le Bureau est parvenu à accumuler, dans un délai serré, les preuves de crimes commis à grande échelle et à obtenir la délivrance de mandats d'arrêt. Il a fallu 10 mois au Bureau pour demander un mandat d'arrêt plus large - quoique toujours ciblé - à l'encontre de cinq des chefs de l'ARS dans la situation en Ouganda, alors qu'il a fallu 18 mois pour solliciter le mandat d'arrêt plus restreint dans l'affaire Lubanga en RDC. Le niveau de coopération et les conditions dans lesquelles le Bureau doit agir ont de grandes répercussions sur la rapidité de l'enquête.

En principe, les incidents sont choisis de manière à offrir un échantillon représentatif des faits les plus graves et des principaux types de persécutions. Au nord de l'Ouganda, par exemple, le Bureau a sélectionné six incidents parmi les centaines qui sont survenus et a inculpé cinq hauts dirigeants de l'ARS de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

Il peut cependant arriver que certains conflits d'intérêts obligent le Bureau à se concentrer exclusivement sur certains éléments de la criminalité d'un conflit donné. En ce qui concerne la situation en RDC, par exemple, le Bureau a décidé, pour sa première affaire, de se concentrer sur le crime d'enrôlement et de conscription d'enfants de moins de 15 ans et de leur utilisation aux fins de les faire participer activement aux hostilités.

La décision de se focaliser sur ce crime a été prise en réaction à une possible remise en liberté imminente de Thomas Lubanga Dyilo en RDC. Par conséquent, après un examen minutieux des éléments de preuve réunis, le Bureau a décidé de limiter les accusations à celles mentionnées ci-dessus.

L'approche adoptée lors de la sélection des incidents et des accusations aide le Bureau à réduire le nombre de victimes appelées à témoigner. Cela fait partie des mesures prises pour apporter une solution aux enjeux en matière de sécurité. De plus, le Bureau, en collaboration avec l'Unité d'aide aux victimes et aux témoins et la Section de la sécurité, a élaboré des mesures permettant de protéger comme il se doit les victimes et le personnel de la CPI.

En ce qui concerne la situation au Darfour, le Bureau a réussi à enquêter sur les crimes qui auraient été commis au Darfour sans se rendre au Darfour.

Outre une obligation morale, le Bureau a l'obligation juridique de protéger les victimes et les témoins conformément aux articles 54.1 (b) et 68.1 du Statut. L'absence de système opérationnel durable en matière de protection empêche toujours de mener une enquête efficace au Darfour. Le Bureau a, par conséquent, réuni des éléments de preuve concernant les crimes qui auraient été commis au Darfour dans plus d'une quinzaine de pays différents. Nous procédons, dans le même temps, à l'examen des procédures nationales au Soudan, dont les autorités ont, en outre, facilité une visite à Khartoum au cours de laquelle nous avons interrogé chacun des juges et chacun des procureurs qui travaillent sur ces affaires.

Le Bureau estime qu'une justice efficace devrait être rendue aux victimes des crimes commis au Darfour soit à l'échelon national, lorsque les autorités du pays concerné poursuivent véritablement les personnes qui portent les responsabilités les plus lourdes dans les affaires les plus graves, soit au travers de la CPI ou par des mécanismes aussi bien internationaux que nationaux.

Le **troisième défi** pour l'ensemble de la Cour consiste à trouver un moyen pour faire exécuter les mandats d'arrêt. Il s'agit peut-être là du problème le plus critique du système créé par le Statut de Rome, conformément auquel c'est aux États parties qu'il incombe d'arrêter les suspects et de les livrer à la Cour afin de faire l'objet de poursuites.

La Cour a pu répondre à ce défi dans l'affaire contre Thomas Lubanga Dyilo étant donné que celui-ci était déjà placé en détention mais il est impératif de recevoir plus d'assistance pour faire exécuter les mandats d'arrêt. L'arrestation de Joseph Kony et des autres dirigeants de l'ARS représente le défi le plus important auquel les États parties doivent faire face.

Le Bureau s'emploie désormais à plaider un grand nombre de questions en prévision d'un procès qu'il est prêt à débiter. L'audience de confirmation des charges qui pèsent contre Thomas Lubanga Dyilo est prévue pour le 9 novembre.

Le Bureau est prêt à passer à la prochaine phase de ses activités. La Cour gagne en complexité et est en passe de devenir une organisation plus complexe au sein de laquelle les juges rendront des décisions, les victimes participeront aux procédures et, l'heure venue, pourraient également obtenir des indemnités. Ainsi, l'appui des États parties sera nécessaire dans tous les domaines, notamment pour l'arrestation des suspects visés par des mandats d'arrêt.

Il est prématuré de mesurer véritablement l'impact du Bureau du Procureur tant que ce travail n'aura pas débuté pour de bon et que plusieurs procès n'auront pas été menés à leur terme. Le présent rapport fournit, en revanche, une source d'informations globale permettant de suivre le travail accompli jusqu'à présent par le Bureau.

Madame l'Ambassadrice Ellen Margrethe Løj, Danemark

Je souhaiterais remercier le Procureur Ocampo et son personnel pour avoir fourni des rapports et tenu des séances d'informations afin de présenter ce que le Bureau du Procureur a accompli ainsi que les défis auxquels il a dû faire face au cours de ses trois premières années d'activité.

L'élaboration d'outils permettant d'évaluer les progrès et les défis n'est jamais simple, en particulier dans une institution comme la CPI dont l'objectif ultime serait des salles d'audience vides et un procureur qui n'aurait rien à faire. Il est toutefois fort regrettable que nous soyons loin du but aujourd'hui.

La **création de la CPI** a constitué un bond en avant dans notre lutte contre l'impunité en ce qui concerne les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale dans son ensemble. Il nous aura fallu plus d'une cinquantaine d'années pour en arriver là.

La CPI n'en est encore qu'à ses débuts mais elle a déjà un impact. Selon nous, la création de la Cour a été un facteur clé pour garantir que le thème de la justice soit ancré plus fermement que jamais dans les pourparlers de paix. La question de la justice ne représente plus un concept théorique générique que l'on pourra se permettre d'aborder plus tard. La justice est une question très concrète et très présente qui nécessite une attention immédiate.

Nous ne sommes peut-être pas toujours très à l'aise sur ce point mais nous avons été amenés à comprendre qu'une **paix viable et durable va de pair avec la justice**. En soi, il s'agit d'une réussite remarquable. Le Conseil de sécurité a également adhéré à ce point de vue lorsqu'il a déclaré en juin de cette année « qu'il faut absolument mettre un terme à l'impunité pour que les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit puissent enterrer à jamais un passé fait d'exactions commises contre des civils et pour éviter que de tels actes ne se répètent ».

La communauté internationale ne s'adapte pas toujours facilement aux nouvelles institutions. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que la CPI soit une exception à la règle. Il faudra plus que trois ans pour que tous les intervenants internationaux s'habituent à la Cour et trouvent le rôle qu'ils auront à jouer par rapport à cette nouvelle structure. L'heure n'est à l'autosatisfaction ni pour la Cour, ni pour ses États parties, pas plus que pour les pays et les organisations internationales qui partagent les objectifs de la Cour.

Quant à la **Cour et au Bureau du Procureur**, ils devraient s'efforcer de dépasser aussi rapidement que possible l'étape de l'élaboration de stratégies pour entrer de plain-pied dans les affaires. Nous sommes heureux de constater que la CPI et son Procureur ont pour objectif stratégique de devenir « un modèle pour l'administration publique » – et nous nous attendons sincèrement à ce que cela soit le cas. Cela suppose, entre autres, un recrutement par concours publics et transparents et nécessite que l'on s'intéresse de près au taux des départs volontaires, comme le souligne le rapport sur les trois premières années d'activité. Nous pressons le Procureur de faire particulièrement attention à ces questions.

En ce qui concerne les **États parties**, la Cour n'a pas été créée dans le but de travailler dans le vide. Le Statut de Rome prévoit que des institutions autres que la Cour jouent un rôle important

dans l'application du Statut. Le Chapitre IX – sur la coopération internationale et l'assistance judiciaire – constitue une pièce maîtresse essentielle pour la construction de la CPI. Nous devons tous nous attacher à déterminer quelle sorte d'appui national nous sommes – ou serions – en mesure d'apporter à la Cour. Cela devrait, du reste, dépasser le simple appui rhétorique annoncé dans les réunions publiques ou lors des négociations de résolutions à l'Assemblée générale des Nations Unies. Cela devrait prendre la forme d'un appui réel et tangible dans des situations concrètes, d'accords de mise en œuvre et de programmes de protection des témoins. Les États parties font partie intégrante du système de justice internationale créé par le Statut de Rome et nous devrions nous assurer que nos actions contribuent à soutenir cet objectif.

En ce qui concerne les **organisations internationales** qui partagent les objectifs de la CPI, il faudrait multiplier les efforts en vue de renforcer la coopération avec ces organisations. Les Nations Unies ont parcouru du chemin en permettant au Procureur d'avoir accès à des documents et de contacter ses employés, mais cela n'est qu'un début. Le Procureur a aussi besoin d'utiliser de manière active certains de ces documents et de faire appel à des témoins potentiels au tribunal. Nous exhortons toutes les parties concernées à adopter une démarche volontariste pour garantir que la CPI reçoive tout le soutien et toute la coopération possibles à chaque étape des procédures de la Cour.

Le **Conseil de sécurité** a un rôle particulier à jouer. Il prend déjà part de diverses façons au travail de la CPI. Le Danemark a été un partenaire actif en ce qui concerne l'obtention du premier renvoi du Conseil de sécurité – concernant la situation au Darfour – à la Cour l'année dernière. Le Conseil de sécurité a de surcroît rapidement agi pour lever une interdiction de voyager en vue de permettre le transfèrement de M. Lubanga à La Haye depuis la RDC. Cependant, nous n'ignorons pas qu'il reste encore de la marge pour améliorer les relations entre la Cour et le Conseil de sécurité. Il est essentiel que nous – les États parties actuels et futurs de la CPI au Conseil – fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir que la CPI reçoive tout le soutien dont elle a besoin, aussi bien en ce qui concerne les situations déferées à la Cour par le Conseil que d'autres situations à propos desquelles le Procureur enquête. On pourrait parfois avoir l'impression qu'il faut garantir un équilibre fragile entre des efforts de paix en cours d'un côté et le besoin de justice de l'autre. Il ne peut rester aucun doute quant au fait que l'un ne peut exister sans l'autre.

La CPI va évoluer pour devenir un pilier des efforts internationaux destinés à aider les pays ravagés par des hostilités en évitant qu'ils ne sombre à nouveau dans des conflits. La Cour et le Bureau du Procureur, en particulier, est passée par trois années difficiles de « premières ». Le Danemark s'engage à apporter un appui total et une entière coopération sur le chemin qu'il reste à faire.

Sir Emyr Jones Parry, Royaume-Uni

[Résumé des observations] :

Il a remercié le Procureur pour le rapport fouillé et sérieux sur les activités de son bureau au cours des trois premières années de travail et la stratégie prévue en matière de poursuites. Cela offrait aux États parties une excellente occasion de débattre des problèmes et d'apporter leur contribution au travail du Bureau du Procureur. Le fait que le Procureur mène actuellement des enquêtes relatives à trois situations, deux situations déferées par les États eux-mêmes (RDC et Ouganda) et la troisième (Darfour) déferée par le Conseil de sécurité, a envoyé le message crucial que la communauté internationale ne tolérerait pas l'impunité pour les crimes internationaux graves. La démarche du Procureur qui consiste à concentrer ses efforts sur les personnes qui portent la responsabilité la plus lourde pour les crimes les plus graves est parfaitement adaptée.

Cela fait maintenant près de quatre ans que la CPI existe et sa réussite, aux yeux des États parties, ne devrait plus se mesurer en fonction de la simple existence de la Cour, mais bien de la tenue concrète de procès équitables et diligents. Le rapport du Procureur identifie par conséquent à juste titre le besoin d'arrêter et de transférer les personnes faisant l'objet de poursuites comme étant un défi crucial à relever lors de la prochaine phase des activités de la CPI. La nécessité de mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les cinq personnes poursuivies de l'ARS représentait un défi capital. Même si l'on peut comprendre qu'il faille négocier un terme au conflit et arriver à une paix durable, à la fin de ce processus, les personnes qui ont commis les crimes les plus graves ne pourront jouir d'une immunité.

Les États et les organisations internationales devaient se tenir prêts à remplir leur obligation de coopération avec la CPI et à trouver des idées novatrices sur la façon d'aider la Cour. C'est ce qui s'est passé pour l'arrestation et le transfèrement de Thomas Lubanga de la RDC à La Haye. Du reste, bien qu'il ne soit pas un détenu de la CPI, l'arrestation et le transfèrement de Charles Taylor au Tribunal spécial pour la Sierra Leone a également permis de montrer ce qui était possible lorsque les États et les organisations d'une région s'associaient aux Nations Unies et aux autres États en mesure de leur venir en aide. Sir Emyr a par conséquent invité le Bureau du Procureur à rester en contact avec toutes les parties concernées, à penser aux meilleurs moyens de favoriser les conditions en matière de réussite et à préparer le terrain pour que les moyens logistiques puissent être rapidement rassemblés lorsque des occasions d'arrestation et de transfèrement se présentent.

M. Abdul Haleem, Soudan

1. Je voudrais tout d'abord exprimer ma sincère gratitude à M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale, pour sa séance d'information sur les activités mises en œuvre au cours des trois premières années ainsi que sur la stratégie pour les trois prochaines années.

2. Depuis que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1593, le Gouvernement soudanais a entamé un processus intensif de coopération avec le Procureur. Nous sommes entièrement convaincus que les diverses délégations envoyées au Soudan par le Procureur attestent du degré de cette coopération.
3. Je souhaiterais également faire l'éloge du travail réalisé jusqu'à présent par le Procureur et qui reflète une part importante de professionnalisme, de neutralité et de transparence.
4. Je ne doute pas que le Procureur et ses assistants aient eu l'occasion de constater que le corps judiciaire du Soudan fait preuve d'expérience et d'intégrité depuis longtemps.
5. Enfin, je souhaiterais réitérer notre engagement à poursuivre le processus de coopération mis en place entre nos deux parties.

Monsieur Frank Majoor, Pays-Bas

Je remercie Monsieur le Procureur et Madame le procureur adjoint d'avoir pris la peine de venir à New York nous informer du travail que leur bureau a réalisé au cours des trois premières années ainsi que de leurs intentions pour les trois prochaines années. Il est important que la Cour maintienne des rapports étroits avec les Nations Unies et les délégations qui sont ici. C'est pourquoi, nous vous félicitons pour cette initiative.

La Cour est une institution judiciaire indépendante. Parallèlement, elle ne travaille pas en s'isolant du monde réel. Au contraire, elle agit dans des contextes de conflits en cours qui sont examinés par les Nations Unies. Les activités de la Cour influent par conséquent sur le travail des Nations Unies et inversement. La Cour dépend aussi de la coopération des États et des organisations internationales et régionales pour exercer pleinement son mandat.

Le bureau de liaison créé récemment a un rôle important à jouer à cet égard. Il permettra d'améliorer les communications entre les deux organisations et de rendre la coopération plus facile. Le fait que vous, et les autres organes de la Cour, veniez régulièrement à New York contribuera à intensifier cette coopération.

La CPI ne peut cependant pas faire tout cela toute seule. Les États parties devraient s'assurer que la CPI est en mesure de lutter contre l'impunité en apportant une aide concrète sous forme de partage des renseignements, de mise à disposition d'avions et, ce qui a d'autant plus d'importance, d'arrestations et de remises.

Mis à part ces formes d'aide concrète, les États membres de la CPI présents ici à New York devraient s'assurer que le point de vue de la Cour est pris en considération dans le cadre du travail de cette organisation. Les Amis de la CPI, constitués de plus d'une centaine de membres, représentent un vecteur de cette aide, mais chacun des États membres a également un rôle majeur à jouer lorsque des projets de résolution d'Assemblée générale à propos de questions connexes sont débattus, lorsqu'une interdiction de voyager doit être levée par exemple ou

lorsque les mandats des forces de maintien de la paix sont débattus. Les États parties qui sont membres du Conseil de sécurité, membres permanents et membres non permanents, ont une responsabilité particulière à cet égard et je souhaiterais remercier ces États des efforts qu'ils ont fournis jusqu'à présent et les encourager à continuer d'agir de la sorte.

Pour que cela soit effectif, nous devrions nous assurer que ce ne sont pas seulement les conseillers juridiques qui sont actifs. Les représentants permanents eux-mêmes devraient s'engager et je suis heureux de constater que nombreux sont mes collègues qui sont ici présents. Mais il faudrait que soient également incluses dans ces efforts les personnes qui traitent des questions comme la prévention des conflits, l'état de droit, ainsi que les officiers de secteur pour l'Afrique. Les Pays-Bas continueront à essayer d'approfondir activement les objectifs de la Cour, ici comme à La Haye.

Monsieur le Procureur, Madame le procureur adjoint, permettez-moi de vous remercier une fois de plus d'avoir organisé cette audience dans les locaux des Nations Unies et de vous souhaiter une réussite totale dans l'exercice de votre mandat pour les prochaines années.

Monsieur Ronaldo Mota Sardenberg, Brésil

Monsieur le Procureur, Madame le procureur adjoint, je souhaiterais vous adresser nos remerciements, à vous et à votre équipe qui fait preuve de compétence de nous donner l'occasion de débattre du Rapport sur les activités mises en œuvre au cours des trois premières années et du Rapport relatif à la stratégie en matière de poursuites. Le Rapport sur les trois premières années d'activité décrit une institution qui est en train de réaliser un travail remarquable en dépit des difficultés inhérentes à celui-ci.

Il est encourageant de constater que les enquêtes menées par le Bureau du Procureur avec l'appui logistique du Greffe sont mises en œuvre de manière efficace en ce qui concerne les situations du nord de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et du Darfour. Indépendamment des nombreuses difficultés pratiques rencontrées, le cas de la RDC illustre bien une évolution positive puisque les enquêtes menées ont déjà abouti à la remise de la première personne placée en détention par la Cour.

Je voudrais également souligner l'importance du rôle qu'a la justice pour instaurer la paix et mettre un terme à la violence dans des situations de conflit. Il est essentiel d'associer paix et justice, pour délicat que cela puisse être. La justice doit être considérée comme un élément fondamental de l'état de droit et par conséquent, comme l'un des piliers essentiels d'une paix durable. Bien qu'il ait conscience du rôle de la justice dans la recherche de la paix, le Bureau du Procureur s'est évertué à juste titre à être impartial lorsqu'il cherche à définir la responsabilité des personnes responsables des crimes les plus graves.

Le Bureau a montré sa capacité d'adaptation. Pour le nord de l'Ouganda par exemple, il a évité de prendre part à des initiatives qui sortiraient du cadre de son mandat et a réussi à mener des enquêtes discrètes. Il a mené ses enquêtes même lorsque les situations étaient défavorables

montrant ainsi que la Cour n'aura aucune hésitation et sera déterminée à punir les personnes responsables de graves infractions. Au Darfour, en dépit du fait que le conflit en cours a empêché jusque là d'enquêter sur le terrain, le rapport décrit la quantité de travail impressionnante qui a été réalisée. Sur plus d'une cinquantaine de missions dans quinze de pays, plus de 500 témoins éventuels ont été passé au crible et plus de 9700 documents ont été rassemblés et étudiés.

La coopération des États reste un élément clé pour que les enquêtes aboutissent et que justice soit faite, comme cela a été particulièrement le cas dans des domaines comme l'arrestation et la remise de suspects ainsi que la protection des témoins. Le Bureau a adopté à plusieurs reprises des politiques qui visaient à favoriser une telle coopération. La politique qui consiste à inviter les États à déférer volontairement des situations, comme cela a été le cas pour les situations dans le nord de l'Ouganda et en RDC, en est un exemple. Le respect des efforts véritables déployés à l'échelon national pour rendre justice aux victimes de crimes graves en est un autre exemple. Ces politiques tendent à instaurer la confiance et à augmenter les chances que des États se montrent désireux de coopérer avec la Cour.

Je voudrais également prendre note des remarques faites par l'Ambassadeur du Soudan en ce qui concerne la coopération qui a apportée à la Cour. Nous reconnaissons la pertinence des objectifs et des principes qui ont régi l'action du Bureau du Procureur au cours de cette période. Nous convenons que son travail devrait être défini par des principes fondamentaux de complémentarité positive, d'enquêtes et de poursuites ciblées ainsi que d'optimisation de l'impact. La complémentarité positive est importante dans la mesure où le Bureau encourage en premier lieu des poursuites nationales donnant ainsi aux États l'occasion de remplir les obligations qui sont tout d'abord les leurs. Nous avons également conscience du fait que la portée exacte de la complémentarité est parfois difficile à déterminer étant donné l'équilibre fragile qui existe entre la nécessité d'agir contre les crimes graves et le besoin de respecter autant que possible la sphère de compétence nationale. Il est aussi utile de cibler les enquêtes sur les crimes les plus graves car cela permet d'utiliser les ressources de la manière la plus rationnelle au profit de la justice. La recherche de l'optimisation de l'impact, également en terme d'effets de prévention des activités du Bureau est aussi importante car l'élimination de l'impunité peut décourager la future perpétration de crimes graves, ce qui représente également un objectif important de la Cour.

Pour conclure mes propos, j'aimerais insister sur le fait que le rapport qui nous a été fait montre que le Bureau a été extrêmement actif pour remplir son mandat et a parfaitement réussi à renforcer ses capacités à cette fin. Pour le bon fonctionnement de la Cour pénale internationale, dont le rôle est de défendre les droits de l'homme et de promouvoir la justice et l'état de droit, il est impératif qu'elle dispose d'un Bureau du Procureur qui soit actif et indépendant sans pour autant négliger ses obligations de rendre des comptes. Du reste, notre débat d'aujourd'hui démontre que votre bureau ne se contente pas d'être actif et indépendant mais s'efforce également de rendre des comptes autant que possible.

Présentation générale de la Stratégie en matière de poursuites - Fatou Bensouda, Procureur adjoint responsable des Poursuites

Dans cette présentation de la Stratégie en matière de poursuites, je me concentrerai sur trois aspects : les objectifs pour les prochaines années, l'organisation nécessaire pour les concrétiser et, enfin, le mode d'évaluation des résultats du Bureau du Procureur. Les principes directeurs de la stratégie - *complémentarité positive, enquêtes et poursuites ciblées et maximisation de l'impact* - ont déjà été abordés par les orateurs qui m'ont précédée et je n'y reviendrai pas.

La Stratégie en matière de poursuites s'inscrit dans le cadre d'un plan stratégique plus vaste de la CPI. Elle met en exergue les objectifs qui relèvent directement du mandat du Procureur, tout en les intégrant aux buts généraux de la CPI que sont une justice de qualité et une institution reconnue bénéficiant d'un appui adéquat.

Dans cette stratégie pour les trois prochaines années, le Procureur a recensé cinq domaines fondamentaux dans lesquels nous visons des progrès tangibles : poursuites, enquêtes, coopération, victimes et impact. Permettez-moi d'exposer chacun de ces aspects plus en détail.

Dans le domaine des poursuites, l'objectif est double : en renforcer la qualité et mener à bien deux procès.

En examinant les résultats obtenus grâce à l'ensemble des documents que nous aurons déposés et aux poursuites, le Bureau sera en mesure d'évaluer l'efficacité de son argumentation et de son style. Il s'agit du premier point sur lequel nous entendons nous concentrer pour améliorer la qualité de notre action en justice.

Un autre aspect de la qualité des poursuites concernera son incidence sur la longueur des procès. Le Bureau entend contribuer à la tenue de procès rapides en limitant la quantité des éléments de preuve qu'il présente et en en garantissant la qualité, tout en admettant que la procédure relève, naturellement, de la responsabilité des juges et que d'autres facteurs, comme la stratégie de la défense, la participation des victimes et les considérations relatives à la sécurité, ont également une incidence sur la durée.

Le chiffre de deux procès au minimum est avancé en fonction des hypothèses retenues quant à la durée des procédures. Compte tenu de la nouveauté de cette démarche, ces hypothèses prévoyant de 15 à 18 mois pour un procès et 9 mois pour une procédure en appel doivent être considérées comme provisoires. La question de savoir si la Cour tiendra plus de deux procès dans les trois prochaines années dépend dans une large mesure de facteurs sur lesquels elle n'exerce aucun contrôle et qui relèvent davantage des compétences des États parties, puisqu'elle concerne notamment le nombre de personnes arrêtées et le moment où elles sont arrêtées. Si l'on prend le cas de l'Ouganda, par exemple, quatre chefs de l'ARS restent visés par des mandats et peuvent être arrêtés ensemble, à des moments différents ou pas du tout. Ce facteur, tout comme le déroulement des enquêtes en cours, aura de profondes répercussions sur le nombre de procès futurs.

Le Bureau du Procureur a pour objectif de conduire de 4 à 6 enquêtes entre juin 2006 et la fin de 2009. Ce chiffre s'appuie sur une évaluation de divers facteurs : (1) les informations recueillies à propos de tous les crimes qui relèveraient de la compétence de la Cour, (2) le critère de gravité requis pour entamer une enquête et (3) la durée des enquêtes.

Comme nous pouvons le voir à la lumière des enquêtes déjà réalisées et en cours, le niveau de coopération et les conditions dans lesquelles le Bureau déploie ses activités exercent une nette influence sur la durée de l'enquête. Ainsi, il a fallu 10 mois au Bureau pour demander un mandat d'arrêt plus large - quoique toujours ciblé - à l'encontre de cinq des chefs de l'ARS dans la situation en Ouganda, alors qu'il a fallu 18 mois pour solliciter le mandat d'arrêt plus restreint dans l'affaire Lubanga en RDC.

Accroître la taille des équipes n'a pas d'incidence réelle sur la rapidité des enquêtes, dans la mesure où celles-ci sont ciblées et où l'un des aspects fondamentaux lorsqu'il s'agit de prouver la responsabilité pénale ne consiste pas à recourir aux services de nombreux enquêteurs, mais bien à pouvoir disposer d'un nombre restreint d'éléments de preuve soigneusement sélectionnés. La différence sur le plan de la durée et des résultats entre les affaires en Ouganda, avec une petite équipe, et en RDC, qui a nécessité davantage d'enquêteurs, prouve que la taille de l'équipe ne constitue pas un facteur déterminant.

En l'état actuel des choses, le Bureau estime dès lors en toute confiance qu'il est en mesure de mener de quatre à six enquêtes à partir de juin 2006 avec trois équipes d'une taille semblable à ce qu'elle est aujourd'hui. Si d'autres renseignements ou de nouveaux renvois concernant des crimes allégués obligeaient le Bureau à dépasser ce chiffre de six enquêtes, il lui faudrait s'appuyer sur le fonds de réserve ou, en deuxième recours, demander à l'Assemblée des États parties de bien vouloir dégager des fonds supplémentaires.

Le Bureau prêterait également une attention toute particulière aux stratégies et aux méthodes d'enquête mises en œuvre dans le cas de catégories de victimes spécifiques, comme les enfants et les victimes de crimes sexuels ou à caractère sexiste.

La coopération est un élément primordial si la Cour entend agir de façon efficace, comme le montrent les exemples déjà cités de la durée de l'enquête et de l'incidence des arrestations sur le nombre de procès.

Faute d'un appui général à la Cour, d'une aide en matière de collecte des renseignements et des éléments de preuve ou d'une assistance à propos des questions de logistique et de sécurité qui se posent en cas d'opération dans des régions en conflit, il sera extrêmement difficile au Bureau de pouvoir mener ses enquêtes. Si la communauté internationale ne garantit pas les arrestations, on n'assistera à aucun procès susceptible de rendre la justice ou d'avoir un effet dissuasif.

En conséquence, le Bureau étendra ses ramifications au sein de la communauté internationale. Parallèlement, il veillera à consolider et à élargir ses rapports avec les Nations Unies, tout en cherchant à renforcer ses relations avec les organisations régionales et notamment, l'Union africaine et l'Union européenne.

Compte tenu de l'importance que revêt la coopération, le Bureau apprécierait que les États parties et les autres partenaires lui fassent part de la façon dont ils envisagent l'élargissement de la coopération avec nous.

Conformément à l'article 53 du Statut de Rome et à la règle 48 du Règlement de procédure et de preuve, il incombe au Bureau d'évaluer les intérêts des victimes au moment de déterminer si une enquête peut servir les intérêts de la justice. Le Statut prévoit également la participation des victimes aux procédures, de sorte que leurs avis soient pris en considération.

Pour ces raisons, et fort de l'expérience acquise, le Bureau élaborera des protocoles clairs et instaurera des mécanismes destinés (1) à faire en sorte que les avis des victimes et des communautés locales soient systématiquement sollicités et (2) à pouvoir toucher un public suffisant pour renforcer la compréhension du rôle et de l'impact du Bureau, sans toutefois (3) exposer les victimes et les communautés locales à des risques incontrôlables qu'une visibilité accrue ferait peser sur leur sécurité.

Tant le préambule du Statut de Rome que les objectifs stratégiques définis par les trois organes de la Cour insistent sur le fait qu'il est important de mettre un terme à l'impunité et de prévenir les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale.

Outre ses tâches premières qui consistent à mener des enquêtes et assurer des poursuites, le Bureau soutiendra, dans les limites de son mandat, les efforts déployés à l'échelle nationale et internationale en faveur de ces objectifs. On peut déjà citer des exemples concrets d'une telle coopération : l'appui logistique accordé au TSSL pour le procès de Charles Taylor, le détachement du procureur adjoint Serge Brammertz aux fins de diriger l'enquête sur l'assassinat de M. Hariri au Liban, ou encore, la contribution au projet d'Interpol consacré au trafic d'armes dans la région des Grands lacs, en Afrique.

Il faudra davantage chercher à ajuster, dans la mesure du possible, les stratégies du Bureau avec les efforts plus généraux visant à apaiser les situations où prévalent la violence et la criminalité.

L'application de cette stratégie passe non seulement par une bonne coopération, mais également par une organisation rationnelle.

Le Bureau continuera de participer aux efforts de coordination avec les autres organes, de manière à concrétiser le troisième but du plan stratégique de la CPI, tout en insistant de façon spécifique sur la mise en valeur et le bien-être de son personnel.

En ce qui concerne les rapports avec les autres organes, nous sommes parvenus à une meilleure division des tâches au cours des trois années écoulées. L'objectif consiste désormais à mettre au point des accords de service avec le Greffe, de manière à pouvoir renforcer la coordination et la coopération.

Du côté du Bureau du Procureur, l'heure est désormais venue, après trois années de mise en place et d'obtention des premiers résultats, d'entamer une deuxième phase au cours de laquelle

nous consoliderons la structure et le fonctionnement du Bureau au travers de règlements, de protocoles et de procédures opérationnelles normalisées clairement définis.

Enfin, le Bureau estime que l'on pourrait entamer le débat à propos du meilleur mode d'évaluation de la valeur ajoutée qu'il offre. Mesurer la contribution qu'il apporte à la lutte contre la culture de l'impunité et à la prévention des crimes relevant de la compétence de la Cour est une tâche complexe qui nécessite une évaluation claire de l'ensemble du système de Rome. Le Bureau dépend en effet d'autres éléments du système de Rome dans l'accomplissement de ses tâches, éléments qui ont eux-mêmes un rôle à jouer.

En accord avec le système de complémentarité, une part importante du travail accompli à l'appui de la concrétisation des objectifs du Statut est susceptible de s'inscrire dans le cadre des systèmes nationaux de par le monde. Des modifications des législations, une augmentation du nombre de procédures nationales, l'intégration de conseillers juridiques lors des préparatifs des opérations militaires sont autant de conséquences qui pourraient être mesurées au moment d'évaluer l'incidence du système de Rome dans toute son ampleur.

Le nombre d'affaires traitées par la Cour ou de procédures judiciaires qu'elle engage ne devrait pas constituer une mesure unique, ni même déterminante, de son efficacité. Par ailleurs, il convient de se montrer très vigilant même pour évaluer ces activités judiciaires : que dire lorsqu'une enquête parfaite a été menée mais n'a pu conduire à aucune arrestation de la part de la communauté internationale, ou encore, comment évaluer la situation dans laquelle aucune arrestation n'a lieu, mais où l'existence des mandats d'arrêt a permis de mettre un terme aux crimes et à la violence ?

De toute évidence, le débat sur la façon de mener à bien une telle évaluation objective des résultats du système de Rome et du Bureau du Procureur au sein de celui-ci sera tout à la fois primordiale et complexe.

M. Jean-Marc de La Sablière, France

1. Je souhaiterais remercier le Procureur de la CPI de nous avoir invités à dialoguer avec lui à propos de sa stratégie en matière de poursuites.

Monsieur le Procureur, vous jouez un rôle moteur au sein de la Cour puisque, en quelque sorte, c'est vous qui «l'alimentez », par vos enquêtes et les poursuites que vous engagez. Votre réussite est essentielle pour le succès de la Cour. Votre politique pénale est donc fondamentale.

2. Nous sommes tous soucieux de l'indépendance de la Cour et de son Procureur. Nous sommes également conscients que la Cour intervient dans un contexte donné et interagit en permanence avec toute une série d'acteurs. Au fond, elle fait partie d'un système international qui vise à assurer paix, sécurité et justice, et a d'ailleurs vocation à l'universalité.

Mais la Cour est un acteur encore nouveau sur la scène internationale et ses relations avec son environnement sont en cours de définition. Nous devons donc veiller à ce qu'elle trouve pleinement sa place et ne soit ni marginalisée, ni instrumentalisée. Chacune de nos décisions concernant nos relations avec la Cour et son Procureur doit être bien pesée, car à chaque pas nous créons des précédents qui seront déterminants pour l'avenir.

3. Je souhaiterais pour ma part répondre à votre invitation d'évoquer "comment les Etats parties envisagent de concrétiser les objectifs du statut de Rome", en me concentrant sur les relations que le Conseil de sécurité peut entretenir avec vous.

Quelques remarques tout d'abord sur le cadre de ces relations.

La Cour et le Conseil partagent, dans certaines situations, un objectif commun : la lutte contre l'impunité. Mais alors que justice et lutte contre l'impunité sont le cœur du mandat de la Cour, pour le Conseil ce ne sont que des objectifs dérivés de sa mission première : le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil de sécurité a en effet, depuis bientôt une quinzaine d'années, fait de la lutte contre l'impunité un des éléments du retour à une paix durable. Pour le réaliser il doit se tourner vers d'autres institutions, nationales, mixtes ou internationales. Mais il y a bien, dans nombre de situations, convergence d'objectifs entre la Cour et le Conseil.

- Autre convergence : nous sommes appelés à nous intéresser aux mêmes situations. Les crimes pour lesquels la Cour est compétente sont en effet généralement commis à l'occasion de conflits auxquels le Conseil a vocation à s'intéresser. Aujourd'hui toutes vos enquêtes portent sur des situations suivies par le Conseil. Cette coïncidence n'est pas le fruit du hasard, même si elle ne doit pas être absolue.

Le Conseil est donc amené, de plus en plus, à tenir compte de votre action. Je note d'ailleurs avec satisfaction que les membres du Conseil les plus réticents commencent à considérer la Cour comme une institution de référence, capable d'apporter son soutien à d'autres, en accueillant le procès de Charles Taylor ou en fournissant le chef d'une Commission d'enquête créée par le Conseil. Le Conseil vous en est reconnaissant.

4. Les convergences que je viens de décrire ont des conséquences pratiques. J'aimerais maintenant en évoquer quelques unes avant d'aborder les interactions expressément prévues par le Statut de Rome.

- Tout d'abord, vous êtes amenés à intervenir dans des pays où le Conseil de sécurité a mis en place des missions ou des opérations de maintien de la paix. Leur soutien vous est nécessaire, sur le plan logistique et de la sécurité. L'une des questions les plus délicates est celle de l'exécution des mandats d'arrêt. Le mandat fixé aux omp, la nécessité de ne pas mettre en danger leurs membres, ou les opérateurs humanitaires, les victimes et les témoins, vos enquêteurs, rendent votre intervention sur le terrain particulièrement complexe. Les schémas de coopération devraient progressivement se perfectionner.

- Ensuite, certains comités de sanctions du Conseil s'intéressent à des individus sur lesquels vous enquêtez ou que vous pouvez souhaiter poursuivre. Ainsi Thomas Lubanga faisait-il l'objet d'une interdiction de voyager que le Conseil a levée pour permettre le transfert de Kinshasa à La Haye. La nouveauté de l'opération et la nécessité de maintenir sa confidentialité jusqu'à son exécution ont rendu nécessaire un travail d'explication, de la part du pays-hôte de la Cour et de pays amis au sein du Conseil. Mais les Etats non-parties au Statut n'ont pas cherché à enrayer ou retarder le cours de la justice. Le transfert a pu avoir lieu selon le plan prévu.

-Le chef d'inculpation retenu contre lui, à savoir l'enrôlement d'enfants pour combattre, fait partie des crimes auxquels le Conseil de sécurité et son groupe de travail sur les enfants dans les conflits armés, que j'ai l'honneur de présider, apporte une attention particulière. Il est certain que l'inculpation retenue contre Thomas Lubanga constitue un message très fort adressé à tous ceux qui recourent à de telles pratiques. Il conforte l'effort de mobilisation contre ce crime généré par le Conseil et la Représentante spéciale du secrétaire général. Compte-tenu de l'exemplarité non seulement des peines mais aussi des inculpations elles-mêmes, nous approuvons votre volonté de "chercher à couvrir tout le spectre de la criminalité" dans une situation donnée.

5. J'aimerais en venir maintenant aux cas d'interaction entre le Conseil et le Procureur qui sont expressément prévus par le Statut de Rome.

-Tout d'abord, le Conseil peut se tourner vers vous, comme le prévoit l'article 13-b. Il l'a fait en vous déférant la situation au Darfour. Cette décision a été considérée comme une "refondation" pour la Cour, tant la création d'un tribunal pénal ad-hoc compétent pour les mêmes types de crimes eut affaibli la Cour. C'est aussi un formidable défi. Vous risquez en effet de rencontrer les mêmes difficultés en termes de coopération que l'ensemble de la communauté internationale.

Mais il me semble que le risque de ne pas recevoir une coopération suffisante des parties à un conflit ne doit pas nous arrêter et que c'est sur ses caractéristiques propres que nous devons nous emparer d'une situation, au besoin dans l'urgence. Ensuite, naturellement, il faut s'assurer la coopération maximale.

Pour revenir aux cas où le Conseil de sécurité vous renvoie une situation, il me semble que ce faisant, c'est sa responsabilité, il se doit de vous soutenir. Nous avons ainsi veillé à ce que la résolution 1593 fixe clairement, en vertu du chapitre VII, les obligations de coopération des parties, et aussi à ce que le Conseil vous entende régulièrement sur les progrès de l'enquête, afin de manifester son soutien.

- Si le Conseil peut vous déferer une situation il peut aussi selon l'article 16 du Statut demander à la Cour de surseoir pendant un an reconductible à enquêtes ou poursuites. L'idée est de permettre au Conseil d'intervenir, dans des cas où il y a menace à la paix et en se fondant sur le chapitre VII, s'il estime que l'action de la Cour pourrait contrarier l'aboutissement d'un processus de paix. Il peut alors demander une suspension temporaire et non une annulation des actions. Cet article doit être utilisé avec le plus grand discernement car il n'est pas sans risque pour le rôle dissuasif de la Cour et pour la lutte contre l'impunité.

Il constitue au fond l'un des moyens, mais pas le seul, de régler dans une situation donnée et sur une période donnée la tension qui peut momentanément apparaître entre paix et justice. Mais, et c'est un point très important, de manière générale, lutte contre l'impunité et justice confortent les processus de paix. Les observateurs reconnaissent ainsi que vos mandats d'arrêt contre les dirigeants de la ARS (LRA) ont contribué à les amener à réduire leurs exactions et même à négocier.

6. La Cour a peut-être ainsi joué un rôle d'auxiliaire de la paix. Elle joue en outre un rôle préventif qui devrait s'affermir avec le temps. La justice qui passe peut enfin être un facteur de réconciliation. Paix et réconciliation ne sont certes pas les missions premières de la Cour, mais elle a vocation à être un acteur important d'un système international où paix et justice sont perçues comme complémentaires. D'une certaine manière, dans un tel système, il y a complémentarité entre la Cour et le Conseil de sécurité.

Quelles conclusions tirer de ces observations ? Tout d'abord que le Conseil de sécurité a intérêt à ce que vous réussissiez. Ensuite, qu'en tant que représentants à New York nous devons veiller à ce que vous receviez les concours nécessaires de la part des Nations Unies mais aussi des Etats qui ont des obligations envers la Cour.

M. Sivu Maungo, Afrique du Sud²

Permettez-moi simplement de traiter les questions que le Procureur a abordées en ce qui concerne les trois premières années d'activité. Je pense que nous aurons le temps de réviser le Statut au cours de la conférence de révision. Mais aujourd'hui, il nous est donné l'occasion de regarder jusqu'où nous sommes allés au cours de ces trois premières années. Et lorsqu'on regarde jusqu'où nous sommes allés au cours de ces trois premières années, nous devons nous attacher à l'architecture du Statut – à ce que nous avions précisément l'intention de mener à bien lorsque nous avons instauré la Cour pénale internationale à Rome.

Le Procureur a expliqué de quelle manière exactement il avait procédé au cours de ces trois premières années. Lorsque nous avons instauré la Cour à Rome, nous avons précisé en premier lieu que nous voulions une institution permanente pour répondre au besoin d'un effet de dissuasion. Des tribunaux spéciaux ont bien été créés mais nous voulions une institution permanente. Nous avons également précisé que nous voulions que cette institution soit complémentaire aux systèmes judiciaires nationaux. Nous avons aussi fait savoir que cette institution devrait s'attacher aux crimes les plus graves et avons établi une classification de ce que nous entendions exactement par crimes les plus graves – le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité – nous avons par ailleurs mentionné que nous examinerions également le crime d'agression et que pour cela, nous espérions que le professeur Ben Ferencz nous aiderait à finaliser la partie relative au crime d'agression. En outre, nous avons indiqué que nous accorderions des pouvoirs au Procureur en ce qui concerne la façon dont les affaires

² Ceci est un compte rendu de sa présentation, non une déclaration.

sont présentées à la Cour. Les États peuvent renvoyer des affaires à la Cour et nous avons également accordé des pouvoirs au Conseil de sécurité pour qu'il renvoie des situations à la Cour. Toutefois, le plus important est que nous avons fait savoir que cette Cour dépendrait de la coopération des États.

En ce qui concerne la question du rôle de dissuasion, hier j'ai été très surpris. J'avais l'honneur de recevoir des représentants africains à la mission, auxquels le Procureur et le procureur adjoint étaient venus parler.

J'ai été frappé par ce que l'Ambassadeur Adonia de l'Ouganda a mentionné en ce qui concerne la question du rôle de dissuasion. Je me permettrai de le citer s'il n'y voit aucun inconvénient. Il a déclaré ce qui suit : « Nous avons déjà pu constater l'effet dissuasif de la CPI dans le contexte de l'Ouganda. Il est apparu évident pour les Ougandais que la délivrance des mandats d'arrêt a en fait aidé à garantir que Joseph Kony et son équipe viennent à la table des négociations parce qu'ils avaient peur de ces mandats d'arrêt. C'est l'une de leur crainte principale. » Il a précisé que pour cette raison, il était extrêmement satisfait du travail que la CPI était en train d'accomplir et qu'en réalité, la CPI avait aidé à ce que d'autres crimes ne soient pas commis et qu'actuellement, comme des collègues ougandais ainsi que l'Ambassadeur Adonia en ont fait était, actuellement, ces crimes ne sont plus commis.

Pour ce qui est de la complémentarité, je souhaiterais apporter mon soutien à la manière dont le Procureur aborde lui-même cette question dans son ensemble. J'étais là et j'ai écouté l'Ambassadeur du Soudan qui faisait connaître sa satisfaction quant à la coopération dont le Gouvernement du Soudan bénéficie. Je dois dire, et je parle au nom de l'Afrique du Sud, que nous sommes extrêmement heureux de la manière dont le Procureur a abordé la complémentarité. Nous sommes également contents que le Procureur ait incité les États à renvoyer eux-mêmes des situations, particulièrement alors que la Cour n'en est encore qu'à ses débuts. Nous sommes satisfaits qu'en ce qui concerne les situations en RDC et en Ouganda qui figurent parmi les États parties à la CPI, le Procureur, au lieu de choisir d'user des pouvoirs dont il dispose – le pouvoir d'ouvrir une enquête de sa propre initiative – a plutôt fait le choix d'inviter les États à participer.

Quant à la question relative aux crimes, nous sommes, là encore, satisfaits de la façon dont le Procureur se concentre sur les personnes qui portent la responsabilité la plus lourde pour les crimes qui ont été commis.

Venons-en à présent à la partie la plus importante – la partie qui concerne la coopération des États. Nous avons besoin de faire un bilan sur nous-mêmes à propos de notre responsabilité en tant qu'États pour définir si nous avons apporté notre contribution à notre part du travail ? Pour ainsi dire. Je tiens en outre à dire au Procureur que je crois qu'en notre qualité d'Assemblée des États parties, nous avons besoin de nous pencher sur cette question de plus près. Le Procureur, par le biais de la diplomatie dont il fait preuve habituellement, aura peut-être besoin de nous dire exactement quels sont les points sur lesquels il souhaiterait que nous agissions davantage en matière de coopération car j'ai le sentiment que nous ne disposons pas encore de mécanismes mis en place pour la coopération qui s'impose lorsque la Cour sollicite cette coopération. Le Procureur dépend actuellement des États où les crimes ont été commis et

à peine des autres États à l'extérieur. Ces États ont pour ainsi dire un rôle minimum, à moins, bien sûr, que le Procureur ne soit en mesure de nous donner directement plus de précisions. Nous attendons de recevoir ces informations.

On a beaucoup parlé de ce débat : la justice face à la paix et il a bien sûr été fait référence à maintes reprises à la question de la vérité et de la réconciliation. Comme l'Afrique du Sud est passée par ce processus de vérité et de réconciliation, il nous a été demandé de commenter cette question à de nombreuses reprises. Cependant, étant sud-africains, nous n'avons pas du tout la prétention de faire la leçon à qui que ce soit sur la manière dont ils devraient aborder leur processus de paix. Nous avons mis en place notre propre processus de paix parce que c'est ce qui nous paraissait être juste à l'époque. Cela ne signifie pas que ce sera ce qu'il faut faire dans un autre pays. Donc, selon nous, d'après la leçon que nous avons tirée de tout cela, il est toujours préférable de laisser le champ libre au pays concerné pour qu'il trouve le moyen de s'en sortir. En réalité, c'est ce qu'a fait le Procureur en invitant les pays à renvoyer les situations, c'était une bonne chose. Je crois que dans le cadre du processus actuel, les États concernés ont eu le champ libre pour prendre l'initiative sur l'ensemble du processus de paix face à la justice. Nous ne nous permettrons en aucun cas de préconiser une solution ou l'autre. Votre conception de l'approche ordonnée est très intéressante mais lorsqu'on en vient à des questions particulières, à des pays en particulier, il est toujours préférable de laisser le champ libre aux pays concernés pour qu'ils trouvent leur propre voie à travers les processus de paix.

Sur ce, je souhaiterais remercier le Procureur et le procureur adjoint pour le travail qu'ils sont en train d'accomplir.

Jean-Marie Ehouzou, Bénin

Monsieur le Procureur

1. Je vous remercie de l'invitation que vous m'avez adressée à prendre part à cette audience publique relative aux activités de la Cour Pénale Internationale. Je saisis l'occasion pour rendre hommage à l'équipe dirigeante de la Cour pour avoir réussi à établir l'autorité de la justice internationale.
2. Il y a un aspect des activités de la Cour qui intéresse particulièrement le Bénin. Il s'agit des poursuites engagées ou qui pourraient l'être contre les personnes suspectées de recruter et utiliser les enfants dans les situations de conflit. Le Statut de la Cour pénale internationale inclut en particulier parmi les crimes de guerre, dans les conflits armés tant internationaux que non internationaux, le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités. Le Bénin se félicite des actions initiées par la Cour pour donner suite à ces dispositions de son Statut.
3. Les procédures engagées contre les auteurs de tels actes marquent un progrès considérable dans la lutte contre l'impunité dans ce domaine. Les cas de Thomas

Lubanga Dyilo en République Démocratique du Congo et de la LRA en Ouganda sont fort significatifs à cet égard. Nous encourageons la Cour à poursuivre et à intensifier son action dans ce domaine pour assurer une meilleure protection des enfants dans les situations de conflits armés.

4. Je voudrais rappeler ici la position du Bénin sur le niveau de qualification du crime consistant à enrôler des enfants dans les forces armées et à les faire participer activement aux hostilités. Le Bénin est d'avis que pour rendre plus dissuasives les normes du Droit international en la matière, la qualification de ce crime doit être relevée pour le faire passer de la catégorie des crimes de guerre à celle des crimes contre l'humanité.
5. Certes, la situation n'est pas encore mûre pour rallier le consensus le consensus autour d'une telle proposition. Il n'en demeure pas moins qu'elle est tout à fait justifiée par le caractère totalement inhumain de ce crime qui a pour conséquence de déshumaniser les enfants transformés en machine de guerre pour commettre même contre leurs proches des crimes les plus abominables.
6. C'est aussi le lieu de saluer l'adoption de la Résolution 1612(2005) du Conseil de Sécurité qui institue un mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les enfants et les conflits armés et crée un Groupe de travail du Conseil de Sécurité chargé de l'examen des rapports du Mécanisme. Il est heureux que les dispositions appropriées aient été prises aussi bien par le Conseil de Sécurité que par le Secrétaire Général pour rendre opérationnel ce dispositif. Des résultats concrets ont déjà pu être obtenus dans la mise en œuvre du Mécanisme grâce aux efforts conjugués du Groupe de travail du Conseil de Sécurité et de la Secrétaire Général Adjointe, Représentante Spécial pour les Enfants et les Conflits armés. Je rends hommage à son engagement personnel et au dévouement de son équipe pour l'efficacité dont ils font montre dans l'animation du Mécanisme.
7. Je voudrais saluer particulièrement l'action de l'Ambassadeur de France, Son Excellence Monsieur Jean-Marc de La Sablière qui a assumé avec courage et détermination la présidence du Groupe de travail créé par la Résolution 1612 (2005) et qui a su orienter ses travaux de manière à préserver l'universalité du mécanisme de surveillance et de communication d'information.
8. Tout cela contribue à accroître la pression sur les parties aux conflits qui pour obtenir la démobilisation des enfants - soldats et pour promouvoir leur réhabilitation et leur réinsertion sociale dans leurs communautés. Il importe que la Communauté internationale puisse mobiliser les ressources nécessaires à cet effet.
9. Il est souhaitable de maintenir la pression sur les parties concernées tant par le canal du Mécanisme que par celui de la Cour. Nous encourageons la Cour à s'autosaisir chaque fois que cela est possible pour contribuer à mettre fin à l'impunité dans le domaine des violations des droits des enfants. La recherche de la coopération des Etats concernés est essentielle. Nous félicitons la Cour pour les efforts déployés en vue de l'assurer dans le strict respect des principes de complémentarité. La stratégie de la prise en charge par la

Cour des personnes portant la responsabilité la plus lourde pour les crimes les plus graves est tout à fait justifiée à cet égard.

10. Les initiatives de paix ne doivent pas constituer un obstacle à la poursuite des procédures engagées par la Cour. Car la paix sans la justice reste bien fragile. Nous engageons les Etats concernés à coopérer activement avec la Cour pour asseoir l'Etat de droit sur les bases solides.

Je vous remercie.

Mme Maria Telalian, Conseillère juridique et représentante permanente adjointe, Grèce

Nous souhaiterions exprimer à quel point nous apprécions ce dialogue ouvert avec le Procureur et son personnel à propos du travail passé et futur du Bureau du Procureur. Cet échange de points de vue ainsi que les deux rapports qu'il a présentés fournissent l'occasion de mieux comprendre les défis considérables auxquels le Bureau a dû et doit faire face en permanence.

Nous avons suivi de très près le travail effectué par le Procureur au cours des trois premières années et nous rendons hommage à tous ses efforts en vue d'élaborer une politique cohérente en matière de poursuites qui permettra de se concentrer de manière plus efficace sur le travail de fond de la Cour, à savoir : les enquêtes et les poursuites et enfin, des procès équitables et utiles.

Je souhaiterais à ce stade formuler quelques observations à propos de trois des principes directeurs du Bureau en ce qui concerne la stratégie en matière de poursuites, en particulier, 1) les enquêtes et les poursuites ciblées, 2) la complémentarité positive et 3) la question de l'exécution des mandats d'arrêt.

Prenons tout d'abord la question des enquêtes et des poursuites ciblées qui s'appuie sur le Statut de la CPI et qui, comme nous le savons, a été un pilier de la stratégie du Bureau depuis 2003. D'après ce principe, le Procureur se concentrera sur les personnes qui portent la responsabilité la plus lourde, en application d'une approche « ordonnée » de sélection des affaires.

Nous soutenons ce principe mais nous pensons qu'il appelle la mise en place d'un critère objectif afin de rendre cette décision possible et de garantir que les poursuites ne sont pas motivées sur le plan politique. En outre, il nécessite une collaboration étroite avec les autorités nationales concernées en vue d'éviter au mieux tout problème d'impunité. Tandis qu'il est important de se concentrer sur la responsabilité la plus lourde, il sera peut-être aussi nécessaire d'adopter une approche non restrictive en vue de poursuivre les responsables intermédiaires dans le but d'avoir un effet dissuasif plus fort.

En second lieu, la question de la complémentarité : selon ce principe, qui est un élément essentiel à la CPI, le Procureur devra tout d'abord évaluer les procédures nationales avant de

déterminer si les enquêtes de la CPI sont justifiées. C'est en effet ce qu'a fait le Procureur dans le cadre des enquêtes qu'il a ouvertes à propos des crimes les plus graves qui ont été commis dans le monde. Il a, à cet égard, également entrepris des consultations approfondies avec les autorités concernées afin d'aborder cette question d'une manière plus efficace. La question qui se pose toutefois consiste à fixer le délai dans lequel le Procureur doit prendre une décision à cet égard.

Cependant, le principe de complémentarité ne devrait pas être interprété exclusivement comme une règle immuable de présomption en faveur d'une action d'État. Il faudrait apporter plus de précision à la notion de « retard injustifié », après quoi, la CPI sera en mesure d'agir. En outre, il serait nécessaire de disposer de critères objectifs permettant de définir le « manque de volonté ».

Il convient également de garder à l'esprit qu'aucun obstacle ne s'oppose à la recevabilité d'une affaire si aucun État n'a ouvert d'enquête ou entamé de procédures nationales. Dans bien des cas, la CPI est considérée comme l'instance la plus appropriée pour toutes les parties concernées.

Selon nous, les éléments ci-dessus sont importants dans le cadre d'une approche positive en matière de complémentarité et pourraient très bien être abordés dans le contexte d'une stratégie globale en matière de complémentarité.

Du reste, alors que les renvois volontaires des États territoriaux s'avèrent positifs dans le sens où ils témoignent de la volonté d'un État de reconnaître la compétence de la CPI et de coopérer avec elle, ils ne devraient pas remplacer les autres mécanismes de déclenchement comme le pouvoir de propre initiative du Procureur ou un renvoi du Conseil de sécurité.

Troisièmement, la question de l'exécution des mandats d'arrêt qui constituera le problème le plus délicat à résoudre en vue du bon fonctionnement de la CPI à l'avenir, comme la pratique récente l'a démontré, et a été clairement identifié dans le Rapport annuel de la CPI. Une coopération avec tous les intervenants concernés s'avérera essentielle et le Bureau du Procureur peut entretenir des liens étroits avec toutes les personnes concernées. La pratique des tribunaux spéciaux en matière d'arrestation et de remise pourrait donner quelques indications utiles à cet égard.

Il est possible que des États territoriaux en particulier n'aient pas la volonté ou soit dans l'incapacité d'exécuter les mandats d'arrêt ou les demandes de remise. Il ne peut toutefois y avoir aucun compromis en matière d'impunité.

Pour les cas où il existe un renvoi du Conseil de sécurité au titre de l'article 13-b, les États devraient apporter leur appui et leur coopération au Procureur (y compris les États non parties au Statut de la CPI). Cela est d'autant plus vrai en ce qui concerne la résolution 1593 (2005) qui autorise le renvoi de la situation au Darfour au Procureur. D'après cette résolution, qui démontre la détermination du Conseil de sécurité à mettre un terme à l'impunité qui sévit au Darfour, toutes les parties au conflit sont tenues de coopérer avec le Procureur. La résolution presse également les États et les organisations régionales et internationales concernées à coopérer entièrement avec le Procureur. Cette résolution donne par conséquent autorité au Procureur pour solliciter une coopération de la part des États et des organisations régionales et

internationales. À cet égard, j'aimerais m'associer aux propos très pertinents tenus précédemment par le représentant permanent français en ce qui concerne la relation entre la CPI et le Conseil de sécurité.

Je vous remercie Monsieur le Procureur pour cet événement important. Mon pays continuera à apporter son soutien au travail difficile qui est le votre aussi bien depuis l'intérieur du Conseil de sécurité qu'à l'extérieur.

M. Hugh Adsett, Canada

Je vous remercie. J'ai conscience de l'heure qu'il est et je mentionnerai peut-être deux ou trois questions rapides que je souhaiterais aborder à la fin de la journée. Je crois en effet que de nombreuses questions que nous aurions abordées ont déjà été couvertes par d'autres intervenants cet après-midi, y compris le point qui consiste en général à vouloir vous féliciter, vous en particulier ainsi que la Cour, du travail accompli à ce jour. Je m'autoriserais toutefois à reconnaître le dévouement et, si je puis me permettre, le courage des enquêteurs et autres qui se sont rendus sur le terrain pour travailler dans des conditions qui s'avéraient souvent difficiles.

En matière de stratégie, je pourrais dire qu'en général, nous accueillons favorablement la stratégie que vous avez mise en avant, en particulier l'accent mis sur des enquêtes ciblées et des procès diligents. Ce serait, selon nous, la meilleure façon d'utiliser les ressources dont la Cour dispose et ce serait également une façon très efficace de rendre justice dans des communautés en temps opportun, ce qui est aussi très important.

Nous pensions qu'un autre point particulièrement important en matière de stratégie concernait la démarche positive prise quant à la complémentarité, ce qui devrait encourager des procédures nationales véritables. Je pense que tout le monde dans cette salle s'accorderait sur le principe selon lequel, dans la mesure du possible, c'est avant tout aux États qu'il incombe de prévenir et de punir ces crimes. Ainsi, je pense que la démarche qui est prise en matière de stratégie est une bonne façon d'arriver à cet objectif.

Un des problèmes qui a été soulevé cet après-midi, et que d'autres ont également mentionné et dont je sais qu'il était au cœur de nombreuses interventions, concerne la question des mandats d'arrêt et les difficultés auxquelles votre Bureau fait et devra faire face en matière d'exécution des mandats d'arrêt. Manifestement, comme chacun le sait, la Cour ne dispose pas de ses propres forces d'exécution des lois. C'est aux États parties que revient la décision de coopérer et je crois que les États parties doivent davantage agir pour aider la Cour à exécuter les mandats d'arrêt.

Cela m'amène très certainement à un dernier commentaire à propos d'une chose qui a déjà été mentionnée par un certain nombre d'autres intervenants cet après-midi et qui concerne la question plus large de paix et de justice. Je dis bien paix et justice car je sais que parfois on y fait référence en opposant paix et justice. Je pense toutefois, et de nombreux autres intervenants en ont déjà parlé, que c'est véritablement un point - si je peux parler de complémentarité une fois

de plus - pour lequel les principes de paix et de justice sont complémentaires l'un avec l'autre. Pour le Canada, un accord négocié visant à mettre un terme au nord de l'Ouganda à un conflit lorsqu'il y a des allégations de crimes internationaux graves qui auraient été commis devrait comprendre des dispositions pour que les personnes qui sont accusées de ces crimes soient présentées à la justice conformément aux normes internationales. Nous faisons confiance à la Cour, nous avons confiance en la capacité de la Cour à décider de la façon de procéder par rapport aux pourparlers de paix et nous soutenons vos efforts à cet égard.

J'aimerais conclure en disant que je pense que de nombreuses leçons ont été tirées de ces trois années de notre point de vue. Le plan stratégique fournit une très bonne base pour le travail futur. Je pense que c'est un plan qui devrait susciter la confiance de la communauté internationale. Nous vous souhaitons de surcroît la meilleure réussite qu'il soit pour les trois prochaines années. Merci.

M. Huw Llewellyn, Royaume-Uni

Monsieur le Procureur, Madame le procureur adjoint, merci. Je peux limiter le retard en ne faisant qu'une brève intervention. Elle s'inscrit en fait simplement dans la lignée des observations formulées précédemment par l'Ambassadeur de mon pays et dans l'optique de faire une petite suggestion d'ordre pratique ou peut-être de soulever une question. Elle rentre dans le même ordre d'idée que l'une des remarques de Sivu pour le compte de l'Afrique du Sud lorsqu'il a déclaré un peu plus tôt que le Procureur devrait peut-être informer en pratique les États parties de la coopération qui est nécessaire. Mon Ambassadeur a souligné le besoin que nous avons de nous tenir aussi prêt que possible lorsque des occasions se présentent en ce qui concerne l'arrestation et le transfèrement des accusés ce qui constitue le troisième défi à relever que vous avez mis en évidence vous-même ainsi que la nécessité de penser de façon créative à propos de ce problème. Ainsi, je ne sais pas dans quelle mesure je peux parler au nom des conseillers juridiques et des diplomates de New York, mais parfois, je me sens très éloigné de certains problèmes pratiques auxquels la Cour doit faire face quotidiennement. Des groupes de travail de la Cour, du Bureau du Procureur, constitueraient quelque chose qui pourrait nous aider ici à New York. Ils viendraient nous dire en détail la coopération qui est requise des États afin d'aider à procéder à l'arrestation, au transfèrement et à d'autres questions comme la protection et la réinstallation des témoins. Londres a ajouté une expression à cette idée, à savoir que cela s'inscrive « dans les limites des restrictions budgétaires ». Serait-il possible pour le Bureau du Procureur d'organiser un tel groupe de travail ? Merci.

M. Thomas Fitschen, Mission permanente de l'Allemagne

Je vous remercie et je vous promets également de rester concis. Je souhaiterais parler de la présentation en ce qui concerne la nouvelle stratégie qui nous a été donnée par le procureur adjoint que j'aimerais remercier en tout premier lieu.

Vous avez fait mention des actions de sensibilisation et des activités de coopération ainsi que du besoin pour le Bureau de renforcer les liens avec ses contacts et d'améliorer ses propres relations avec les États, les Nations Unies et d'autres organismes sur le terrain – activités auxquelles mon pays souscrit pleinement bien entendu.

Je sais pertinemment que nous sommes ici présents à une audience consacrée aux activités du Bureau du Procureur et j'ai également bien conscience que le Bureau du Procureur est un organe indépendant de la Cour qui a très certainement besoin d'élaborer ses propres modes de fonctionnement, ses propres moyens et ses propres réseaux afin de mener à bien ses tâches mais je souhaiterais néanmoins rappeler dans ce contexte ce qui a été désigné par « principe d'unicité de la Cour » lorsqu'on en vient au rôle de la CPI dans le monde extérieur.

Ma délégation participe très activement – ici à New York et ailleurs – aux efforts visant à établir un dialogue avec les États non parties et à expliquer à d'autres la notion qui sous-tend la CPI et le Statut de Rome, aux autres parties prenantes, aux États, au Secrétariat, aux États non parties, ainsi qu'à consolider la ratification du Statut de Rome. Cependant construire ce genre de confiance vis-à-vis du travail de la CPI constitue une entreprise extrêmement ambitieuse, comme tous ceux d'entre vous qui travaillez avec moi ici à New York le savent très certainement. Cela nécessite de coordonner les efforts de tous les organes et États membres. Je fais donc confiance au Bureau du Procureur pour ses actions en vue d'établir un dialogue et des réseaux ainsi que pour renforcer ses capacités, coordonner et coopérer étroitement avec les autres organes de la CPI, en particulier le Greffe, pour que les organes tout comme les activités soient bien coordonnés et que les deux acteurs partagent leurs expériences – toujours dans l'optique d'optimiser l'utilisation de maigres ressources. Merci bien.

M. Hiroshi Tajima, Représentant du Japon³

Nous souhaiterions remercier le Procureur, Monsieur Luis Moreno-Ocampo et son équipe d'avoir organisé cette deuxième audience publique pour les États intéressés. Nous sommes également reconnaissants du Rapport sur les activités mises en œuvre au cours des trois premières années et du Rapport relatif à la stratégie en matière de poursuites.

Comme l'a expliqué Monsieur Moreno-Ocampo, il n'est pas surprenant que la première cour pénale internationale permanente, qui est chargée de situations concernant des violences en cours, soit confrontée à de nombreux défis. La Cour a commencé à déployer ses activités voilà trois ans seulement et le processus d'amélioration des modes de fonctionnement vient juste de débiter. En ce sens, nous soutenons particulièrement le deuxième principe central en matière de stratégie : des enquêtes et des poursuites ciblées. Nous pensons qu'une approche ciblée garantira non seulement la conduite d'enquêtes et de procès efficaces et utiles et augmentera également la crédibilité de la Cour aux yeux des États parties comme des États non parties, tout en permettant que la Cour devienne plus visible pour le public en présentant des affaires spécifiques.

³ M. Hiroshi Tajima n'a pu assister à l'audience mais a transmis la déclaration qu'il avait l'intention de faire.

Le Japon convient du reste que la coopération des États est cruciale pour que la Cour puisse atteindre ses objectifs. Comme le Président Kirsch et le Procureur Moreno-Ocampo l'ont déjà dit à plusieurs reprises à de nombreuses occasions, « sans arrestation exécutées par les États, pas de procès à la Cour ». Le système sur lequel s'appuie la Cour requiert l'entière coopération des États.

Bien qu'il lui reste toujours à ratifier le Statut de la CPI, le Japon reconnaît pleinement l'importance qu'il y a à devenir un État partie afin d'être en mesure de soutenir efficacement la Cour. Nous avons le plaisir de vous informer que le Gouvernement du Japon redouble ses efforts en vue de préparer sa ratification au Statut en tenant compte de certaines des questions pratiques que la ratification entraîne.

Le Japon nourrit des attentes élevées en ce qui concerne les activités du Bureau du Procureur de la CPI et se réjouit de coopérer davantage avec la Cour en partageant l'objectif qui consiste à éradiquer l'impunité et à empêcher que les crimes les plus graves soient commis et ainsi, à apporter plus de poids à l'état de droit au sein de la communauté internationale.

Luis Moreno-Ocampo, observations finales

Je vous remercie d'avoir formulé toutes ces observations qui se sont avérées très intéressantes pour mon équipe et moi-même. La position particulière que vous tenez ici dans le système des Nations Unies, comme Nicholas Michel l'a mentionné aujourd'hui, revêt une importance cruciale pour nous. Des États parties et une organisation internationale s'associant à nous pour adhérer à ce système judiciaire international en devenir. Je serais reconnaissant à ceux qui ont pris la parole aujourd'hui de nous donner des versions écrites de leurs commentaires pour que nous puissions les intégrer. Nous sommes également en train de préparer une révision des documents que vous avez reçus à la lumière de vos commentaires. Nous espérons pouvoir aboutir à une deuxième version du document avant fin octobre afin de vous permettre de débattre de manière constructive lors de l'Assemblée des États parties.

Je vous remercie de votre contribution et de vos observations, elles étaient très intéressantes pour nous. Je remercie les Amis de la Cour d'avoir organisé cette réunion et j'espère tous vous revoir prochainement. Merci.